



REGROUPEMENT
DES ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES
AUTONOMES
JEUNESSE
DU QUÉBEC

Montréal, le 6 mai 2020

Monsieur le Premier ministre François Legault
Responsable des dossiers jeunesse
Conseil exécutif
Édifice Honoré-Mercier
835, boulevard René-Lévesque Est
3e étage
Québec (Québec) G1A 1B4

Objet : Support à la jeunesse

Monsieur le Premier ministre,

Le ROCAJQ compte 66 membres qui rejoignent annuellement environ 300 000 jeunes aux parcours de vie différenciés. Nos membres sont pour la majorité aux premières lignes de cette crise et ce, depuis premier jour.

Ayant comme mission de porter la voix de nos membres, notre constat depuis le début de cette crise est à quel point les jeunes (12-29 ans) sont exclus, jusqu'à maintenant, des mesures de soutien et des discours officiels. Ils ont été interpellés, au départ, pour qu'on leur dise de rentrer à la maison mais, depuis, on ne s'adresse plus à eux. Il importe donc à nos membres de vous sensibiliser à leur réalité et à leur besoin de se sentir concernés et partie prenante de vos préoccupations.

Tout en saluant les nombreuses mesures de soutien mises en place au cours des dernières semaines, nous constatons avec regret que les jeunes se retrouvent dans l'angle mort des solutions proposées. S'il est déjà difficile pour un ado d'être confiné dans une famille aimante, c'est impossible dans une famille en difficultés et dangereux pour ceux qui n'ont ni chez soi, ni famille.

Nous tenions à démontrer par quelques exemples les difficultés vécues chez les jeunes rejoints par nos organismes : l'inégalité des chances et les iniquités aux niveaux scolaire, matériel (accès aux outils technologiques), alimentaire et du logement (petit logement HLM ou dans la rue). Les jeunes qui étaient déjà fragilisés le sont encore plus (santé mentale, isolement, pauvreté, etc.). En cette période stressante, incertaine et anxiogène, nous sommes inquiets de l'état de santé mentale des jeunes¹.

Afin d'amenuiser les impacts de la crise et de maintenir les liens méticuleusement tissés avec eux, nos membres ont innové et/ou ont réinventé leurs services, par exemple en livrant des paniers de denrées aux domiciles des jeunes pour ensuite tenir un atelier culinaire en ligne, en créant des chaînes d'entraide et d'appels entre intervenants et jeunes, en distribuant des trousseaux d'hygiène COVID, etc.

Lorsqu'il est question de la famille, on ne s'adresse qu'aux parents et jeunes enfants (ex. violence familiale, retour à l'école). L'annonce du non-retour à l'école pour les jeunes, sous-entendant que la santé mentale des enfants est priorisée, renforce les sentiments de manque de considération et d'être sacrifié pour le bien collectif chez certains jeunes et d'impuissance chez plusieurs intervenants.

¹ <https://www.lesaffaires.com/blogues/olivier-schmouker/covid-19--les-millenniaux-salement-secoues-par-la-pandemie/617429>



REGROUPEMENT
DES ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES
AUTONOMES
JEUNESSE
DU QUÉBEC

Au ROCAJQ, plus des deux tiers des groupes viennent en aide à des jeunes aux prises avec des **problèmes de logement ou d'itinérance**. L'absence de places d'hébergement jeunesse combinée à la possibilité de sortir des centres jeunesse dès le 18^e anniversaire, à l'absence d'interventions de la DPJ en présence de jeunes de 16 ans et plus et à la modification des habitudes de consommation², exacerbent le manque de ressources pour les jeunes et les hausses de violence et de tensions au sein de cette population. N'oublions pas, aussi, que de nombreux jeunes sont à la rue parce qu'être à la maison n'est plus une option.

Les membres du ROCAJQ ont été interpellés par leur CIUSSS pour leur venir en aide, par exemple à mettre sur pied des sites d'hébergement d'urgence (Laval, Québec, Saguenay, etc.), ont répondu à la hausse de demandes d'aide et ont apporté des réponses aux besoins observés et ce, de façon créative, collaborative et efficace.

Nous nous adressons donc à vous aujourd'hui, à la fois à titre de premier ministre et à titre de responsable des dossiers jeunesse, pour vous demander de ne pas les oublier, de vous adresser à eux, de leur dire qu'ils comptent et que leur santé et bien-être est au cœur de vos préoccupations. Ces jeunes, s'ils sont bien soutenus, deviennent des acteurs de changements impliqués et engagés dans les organismes et leur communauté. Les jeunes s'intéressent à la politique, nous croyons qu'il est temps que la politique s'intéresse à eux.

Julie Ouellet
Directrice générale du ROCAJQ

² Nous constatons une hausse de la consommation de Crystal Meth et des difficultés d'approvisionnement, occasionnant la circulation de drogues de mauvaise qualité.

OPINION

LA JEUNESSE QUÉBÉCOISE DÉTERMINÉE À REBÂTIR L'AVENIR

SIMON TELLES
PRÉSIDENT DE FORCE JEUNESSE,
ET 19 AUTRES SIGNATAIRES*

Les jeunes de 18 à 35 ans sont peut-être moins à risque d'être victimes de complications s'ils contractent la COVID-19, mais force est de constater qu'ils sont aussi directement concernés par les conséquences collatérales de la pandémie.

Selon Statistique Canada, entre les mois de février et mai, 50,9 % des 15-34 ans ont perdu leur emploi. Les deux tiers des jeunes Canadiens ont déclaré que leur santé mentale s'était détériorée depuis le début de la pandémie et 67 % de la communauté étudiante postsecondaire affirmait être préoccupée par le manque de perspectives d'emploi à court terme. Par ailleurs, ce portrait général est encore plus sombre pour les jeunes issus de la diversité qui font déjà face à des barrières systémiques dans toutes les sphères de leur vie.

Les défis sont complexes et d'envergure, mais aussi porteurs d'occasions pour rebâtir un avenir qui soit plus inclusif, plus équitable et plus vert.

Pour y parvenir, il est essentiel que les jeunes soient activement impliqués dans l'élaboration des solutions et qu'ils occupent une place plus importante au sein des différentes instances décisionnelles afin de former une relève compétente et engagée. Cela passe notamment par la création de perspectives d'emploi intéressantes, par l'amélioration des conditions de travail ainsi que par l'interdiction du recours aux clauses de disparité de traitement qui ciblent directement les jeunes travailleurs dans le but de diminuer les coûts de la main-d'œuvre.

Il est également impératif que les mesures mises de l'avant soient réfléchies diligemment dans une perspective à long terme, tant sur les plans économique que social et environnemental.

À cet égard, les travaux d'infrastructures doivent se faire en concordance avec une transition écologique de notre société. Il faut saisir la relance comme une occasion incroyable pour transformer notre société, réduire notre dépendance aux énergies fossiles, développer des technologies renouvelables, repenser nos systèmes de transports actifs et en commun, etc. Le poids de la crise climatique repose sur nos épaules, et manquer ce virage pourrait avoir des conséquences douloureuses pour notre avenir, celui de nos enfants et des générations futures.

La crise a également brossé le portrait d'un système de santé malade, particulièrement dans les soins que nous offrons à nos aînés. Si nous voulons nous assurer que toutes les générations puissent bénéficier de traitements appropriés, nous devons nous interroger sur le financement à plus long terme du système de santé afin d'en assurer la pérennité. Pour ce faire, nous croyons que l'augmentation des transferts fédéraux en santé et le financement de la recherche sont des pistes de solution intéressantes.

L'après-COVID-19 sera différente de ce que nous avons connu jusqu'à maintenant. Alors, pourquoi ne pas profiter de cette transition pour favoriser un dialogue intergénérationnel aussi riche que fécond, ainsi que pour repenser et améliorer collectivement nos modes de fonctionnement, nos modes de vie ? Il est là, le véritable gain de la relance.

* Cosignataires : Keven Brasseur, président de la Commission Relève de la Coalition avenir Québec (CRCAQ) ; Mark Dewar, président de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec (CJPLQ) ; Alec Ordon, président du Comité national des jeunes du Parti québécois (CNJPC) ; Noémie Veilleux, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ; Jade Marcil, présidente de l'Union étudiante du Québec (UEQ) ; Sandrine Desforges, secrétaire générale de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) ; Catherine Gauthier, directrice générale d'ENVironnement JEUnesse (ENJEU) ; Maximilien Roy, PDG du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ) ; Jennifer Teasdale-Raymond, présidente de Citoyenneté Jeunesse ; Catherine Lajoie, présidente de la Fédération médicale étudiante du Québec (FMEQ) ; Me Mylène Lemieux, présidente du Jeune Barreau de Montréal (JBM) ; Jessy Anglehart-Nunes, président de la Confédération pour le rayonnement étudiant en ingénierie au Québec (CREIQ) ; Deborah Cherenfant, présidente de la Jeune Chambre de commerce de Montréal (JCCM) ; Marie-Christine Labranche, présidente de l'Association des Jeunes Barreaux de Région (AJBR) ; Keven Imbeault, président de la Confédération des Associations d'étudiants et étudiantes

de l'Université Laval (CADEUL) ;
Étienne Aumont, président du Forum 17
de la relève étudiante pour la santé du
Québec (FRESQue) ; Rima Chaaban, 18
conseillère syndicale et responsable
du dossier jeunes à la FTQ, Comité
jeunes de la FTQ ; Lassana Mane, 19
président du Réseau des
entrepreneurs et professionnels
africains (REPAF) ; et Dany Gravel, 20
président du Comité des jeunes de la
CSQ